



Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - Après les roses, les épines

P3 - Oaxaca, pas vu pas PRI

[EUROPE OÙ VAS-TU ?]

P4 - Profil recherché à la tête de l'Europe : un libéral pro-Bush

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P5 - On a besoin de chercheurs... pas de « trouveurs » !

P6 - La discrète destruction du code du travail

P7 - Délit d'humanité

P8 - Les manifestants étaient au moins 1

[ENVIRONNEMENT]

P9 - Est-ce un progrès que d'avoir moins de paysans ?

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

P10 - La récupération écologique en marche

P11 - Sondons les sondages !

P12 - LES CATASTROPHES À VENIR
+ AGENDA]

CHERS LECTEURS DU PIAF,
si vous souhaitez reprendre nos articles dans le cadre de votre propre publication, quel que soit le support, il vous suffit tout simplement d'indiquer le nom de l'auteur, la source, ainsi que la date de parution.
contact@le-piaf.org

Abolissons les privilèges !



Je commence par qui ?...

La nuit du 4 août 1789 est un joli symbole dans l'histoire. Ce soir-là, à Versailles, les députés de la première Assemblée nationale s'enflamment. Tour à tour, ils jettent à la tribune les privilèges que possèdent la noblesse et le clergé : pensions, droit de chasse, droit de lever des impôts. En une nuit, huit siècles de tradition féodale sont barrés d'un trait de plume.

Deux siècles après, la droite décomplexée et les média remettent le mot privilège au goût du jour. Les «privilé-

giés», tant décriés pendant les grèves – à savoir les cheminots et autres fonctionnaires – disposent en effet de quelques avantages tels que la sécurité de l'emploi et la possibilité de faire grève. Mais aussi, des astreintes les week-ends, obligations de services, risque de réquisition, etc. Sans compter qu'à emploi équivalent, les fonc-

tionnaires sont nettement moins bien payés que dans le privé. Oui, mille fois oui. Abolissons les privilèges mais les vrais ! Privilégiés : les actionnaires (travailler rien, pour gagner beaucoup) ; les grands patrons (trufés de stocks-options et de parachutes dorés) ; députés, sénateurs et Président (avec des retraites démesurées et précoces). À quand le Grenelle des privilèges ?

Le Piaf



Après les roses, les épines

Qu'est devenue la Géorgie depuis la révolution des roses ? Cette révolution, saluée par l'ensemble des médias occidentaux, a eu pour conséquence le remplacement de Chevarnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de Gorbatchev, qui dirigeait le pays depuis 1991, par Saakachvili, un libéral proche des américains. En 2003, l'idée selon laquelle adopter une politique plus pro-occidentale et libérale pourrait résoudre les problèmes de la Géorgie était largement répandue, mais quatre ans plus tard l'illusion s'est dissipée. Et ces problèmes sont nombreux. La Géorgie est menacée par plusieurs mouvements séparatistes en Adjarie, en Ossétie du sud et en Abkhazie. Si les Adjars ont abandonné leurs revendications, les Ossètes et les Abkhazes, en revanche, ne reconnaissent plus l'autorité de l'état géorgien et sont de fait indépendants. La dépendance du pays vis-à-vis de la Russie, qui fournit une grande partie de l'énergie et soutient les séparatistes, est aussi préoccupante. Mais surtout, comme la plupart des anciennes républiques soviétiques, la Géorgie souffre d'un processus de sous-développement : l'ancien système économique s'est révélé inefficace mais n'a pas vraiment été remplacé, les inégalités et la corruption ont explosé et l'État semble incapable de faire face à ses obligations.

La révolution des roses résultait d'un ras-le-bol général face à cette situation. Les manifestants revendiquaient pêle-mêle plus de démocratie, moins de corruption, la fin de la domination russe et un niveau de vie plus décent. La solution de Saakachvili (solution qui lui a, bien sûr, été suggéré par les occidentaux) a consisté à trancher dans le vif en privatisant tout ce qui pouvait l'être, tout en facilitant les investissements étrangers. Il a ainsi vendu le gaz, l'électricité et même les hôpitaux. Il a aussi tenté de prendre ses distances par rapport à la Russie, ce qui s'est révélé presque impossible. Les troupes russes sont stationnées près des frontières, prêtes à défendre l'Abkhazie et l'Ossétie. Une grande partie des capitaux placés dans le pays viennent de Russie et la Russie fournit du gaz à un prix inférieur au marché.

Pour faire contrepoids, Saakachvili a choisi d'adhérer à l'OTAN et d'envoyer des soldats en Afghanistan et en Irak, ce qui a plu aux Américains mais n'a pas permis de ramener des capitaux. Le seul véritable mérite de Saakachvili est d'avoir réussi à quintupler le budget de l'État en bradant le « service public » et en menaçant de prison ceux qui refusaient de payer l'impôt. En novembre dernier, une série de manifestations a

eu lieu dans la capitale, Tbilissi, pour réclamer le départ de Saakachvili. Celui-ci, dont le parti détient une majorité écrasante au parlement, a d'abord refusé de négocier et interdit la seule télévision d'opposition avant de concéder des élections anticipées. Les rares sondages prédisent un résultat très serré et ironiquement, il se pourrait qu'une nouvelle révolution des roses sanctionne l'échec de Saakachvili en l'obligeant à quitter le pouvoir'.

Alex D.

1 - La présidentielle en Géorgie se déroulera le 5 janvier 2008.

Les révolutions de couleur

La révolution des roses a été la première d'une série de révolutions qui ont touchées d'anciennes républiques soviétiques et qu'on a affublées de noms poétiques : révolution des roses en Géorgie en 2003, révolution orange en Ukraine en 2004, révolution des tulipes au Kirghizstan en 2005. Le modèle de ces révolutions est celui de la révolution des œillets au Portugal : un mouvement populaire, pacifique et apparemment spontané grâce auquel une des dernières dictatures de l'occident est tombé, à la satisfaction générale. Toutes ces révolutions ont été très médiatisées à l'ouest, et interprétées comme une manière pacifique de passer à la démocratie et à l'économie de marché qui résulterait d'une volonté d'occidentalisation. Elles ont toutes suivi un déroulement similaire : des manifestations gigantesques pour protester contre des élections considérées comme truquées, une forte médiatisation de ces mobilisations et, enfin, le départ du dirigeant au pouvoir et son remplacement par un leader plus pro-occidental. L'autre point commun de ces révolutions, c'est l'intervention discrète d'ONG américaines comme le National Democratic Institute ou l'Open Society Institute (dirigé par le milliardaire Soros) qui ont soutenu financièrement l'opposition, alerté les médias et mis en contact les opposants avec les gouvernements occidentaux : des actions qui se sont avérées particulièrement efficaces dans des pays traversés par des crises sociales et économiques graves. ■



Oaxaca : pas vu, pas PRI

Un an et demi après le mouvement social et la répression qui s'ensuivit dans la ville de Oaxaca (sur fond de fraude électorale nationale massive), les habitants de l'État du même nom (3,5 millions d'habitants) étaient appelés aux urnes pour des élections municipales. Le scrutin était très attendu après l'importante mobilisation populaire qui avait rythmé la vie à Oaxaca pendant plusieurs mois avec la constitution de la APPO (Assemblée populaire des peuples de Oaxaca). Ce mouvement composé d'acteurs sociaux très différents s'est réuni autour de l'exigence de la démission du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz (PRI, son mandat court jusqu'en 2010). Le succès de la mobilisation à peine démenti par la lourde répression de la police fédérale laissait augurer une victoire des forces progressistes aux élections municipales d'octobre dernier. C'est le PRI pourtant qui en sortit vainqueur, remportant la majorité des villes de l'État dont la capitale et les principales agglomérations à l'exception notable de Juchitan. Comme souvent au Mexique, ces élections ont donné lieu à des scènes fort peu démocratiques : achats de vote (le tarif variant selon le pouvoir d'achat local), urnes brûlées ou volées, candidats intimidés voire blessés par balle, etc. Il faut néanmoins chercher ailleurs les raisons de ce résultat. Alors que les forces conservatrices fidèles au PRI se sont mobilisées, les Oaxaquenos ont globalement boudé ces élections (dans certaines villes l'abstention approchait les 70 %). Ce taux d'abstention s'explique par le discrédit de l'ensemble des grands partis mexicains y compris le PRD (voir encadré) qui se posait à ses débuts en

parti anti-système et anti-PRI. Les méthodes traditionnelles (du PRI) sont revenues au galop : subventions accordées aux quartiers populaires sous réserve du résultat du scrutin dans le dit quartier, « achat » de militants pour les manifestations, etc. Finalement, ces élections renforcent le pouvoir du gouverneur de l'État et donnent un sérieux coup de frein à la mobilisation orchestrée par la APPO. Au Mexique comme ailleurs, une véritable représentation politique des mouvements sociaux se fait cruellement attendre...

Benj.

1- Pour plus d'informations, consulter <http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/appo/>

2- Le récit de la journée d'élection sur www.jornada.unam.mx/2007/10/08/index.php

Les principaux partis politiques au Mexique : PAN, PRI et PRD

Pendant plusieurs décennies (de 1929 à 2000), la vie politique mexicaine a été dominée par le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Ce régime autoritaire (les mouvements sociaux étaient réprimés dans le sang comme en 1968) était basé sur le clientélisme et la corruption. Le parti hégémonique avait réussi à verrouiller l'opposition à coups de Pesos et en s'appuyant localement sur les caciques. En 2000, le PAN (Parti d'Action Nationale), un parti classé à droite représentant les intérêts de l'Eglise et des entrepreneurs et qui avait déjà pris le pouvoir dans

plusieurs villes importantes du nord du pays, a remporté l'élection présidentielle. Malgré cela, son influence au sud du Mexique reste faible. Ainsi, dans l'Etat de Oaxaca, c'est le PRD (Parti de la révolution démocratique), classé à gauche, qui représente la principale opposition. ■

Pour plus d'informations, consulter <http://www.convergenciamexico.org.mx/sispart.pdf>

La APPO

Réunie en Assemblée Générale le 8 décembre dernier, la APPO peine à trouver un deuxième souffle. Aujourd'hui, la revendication principale, outre la démission du gouverneur, est la libération des prisonniers politiques enfermés depuis l'intervention de la police fédérale préventive l'année dernière. ■

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchampt
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Directeur de la publication : **le Piaf**
Comité de rédaction : **Alex D., Aldo Bernard, Bo.F, Benj., Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Robert Moisneau.**
ISSN : 1957-0031

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation). <http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



Profil recherché à la tête de l'Europe : un libéral pro-Bush

Le nouveau traité européen (oui, oui, celui qu'on a refusé lors du référendum de 2005) n'est pas encore ratifié, que des noms circulent déjà sur les candidats aux nouveaux postes européens qui seront créés : celui de président de l'Union européenne et celui de « ministre » des affaires étrangères.

Le président, qui sera choisi par les représentants des Etats-membres de l'Union, aura un mandat de 30 mois renouvelable une fois¹. Le poste de ministre des affaires étrangères, lui, existe déjà, mais sera doté de responsabilités supplémentaires. Il est actuellement occupé par l'Espagnol Javier Solana.

Parmi les candidats pressentis au poste de Président figure l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, qui a soutenu la guerre en Irak. Il est en compétition avec le premier ministre irlandais Bertie Ahern, empêtré dans des affaires de détournement de fonds et dans un scandale sur le rôle de l'Irlande pendant

le conflit irakien (ses bases aériennes ont servi de lieu de transit pour emmener des prisonniers en Égypte, où ils étaient torturés). Son idéologie est celle d'un néo-libéral convaincu, fidèle adepte du dogme de la flexibilité du travail et de la casse des services publics.

L'Irlande a le plus bas taux d'impôt sur les sociétés en Europe : peut-on compter sur lui pour construire l'Europe fiscale et lutter contre les paradis fiscaux ? Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg, pays qui abrite sur son sol des sociétés du type Clearstream, spécialisées dans le blanchiment d'argent, ne fera peut-être pas mieux sur le sujet. Reste Anders Fogh Rasmussen, le leader danois élu en 2001 grâce à son alliance avec l'extrême-droite, qui s'attelle depuis à démanteler l'État-Providence, fermer les frontières, et privatiser les services publics.

Pour le poste de ministre des Affaires étrangères, les noms de

Wolfgang Schäussel (l'ancien chancelier fédéral autrichien rendu célèbre par son alliance avec l'extrême-droite de Jorg Haider) et de Massimo D'Alema, le ministre des affaires étrangères italien sont également cités. Ne nous-y trompons pas : ce dernier, étiqueté « de gauche », a toutefois déclaré se sentir plus proche de la politique européenne d'Angela Merkel, la chancelière conservatrice allemande, que d'un parti de la gauche française. Il interprète même le résultat du référendum français de 2005 comme la manifestation d'un « populisme antipolitique »...

Conclusion : nous avons globalement le choix entre des adeptes du dogme libéral, des adeptes de la politique étrangère américaine, ou des adeptes du dogme libéral et de la politique étrangère américaine. Ca fait rêver. **Magali**

1- Actuellement, le système en vigueur est celui d'une présidence tournante des différents Etats-membres de l'union, tous les 6 mois.

Les prix du pire Lobbying de l'UE 2007

Lancée en 2005 par 4 ONG¹, cette initiative est destinée à sensibiliser le public sur des pratiques controversées de lobbying. Des milliers de lobbyistes arpentent les coulisses du pouvoir à Bruxelles pour le compte des entreprises. Agissant loin des projecteurs, un certain nombre n'hésite pas à employer des méthodes peu glorieuses. Plus de 6 600 personnes de toute l'Europe ont participé au scrutin en ligne pour désigner les lauréats.

BMW, Daimler et Porsche ont été distingués ensemble dans la catégorie du Pire Lobbying. Leur offensive commune, destinée à sa-

per et retarder les objectifs de réduction obligatoire des émissions de CO₂ proposés par la Commission, a été jugée la plus trompeuse et la plus malveillante. « Lorsque la Commission a proposé des objectifs obligatoires pour le CO₂, les entreprises automobiles ont immédiatement réagi par une campagne de lobbying alarmiste et emplit de fausses informations. Les décideurs ont été manipulés par des menaces largement exagérées de fermetures d'usines et de licenciements », explique E. Wesselius du CEO. Le prix spécial pour l'écoblanchiment, récompensant les tentatives les plus audacieuses pour obtenir indûment un crédit écologique, a été décerné au Forum allemand pour l'énergie atomique. Il a été retenu pour sa cam-

pagne destinée à améliorer l'image de l'énergie nucléaire. Sous le slogan « les protecteurs mal-aimés du climat allemand », celle-ci montrait des images de centrales nucléaires au sein d'environnements sains et préservés. « Le Forum allemand pour l'énergie atomique a tiré profit des préoccupations publiques au sujet du réchauffement climatique pour promouvoir l'énergie atomique », précise U. Mueller de LobbyControl. « Ces publicités partiales utilisaient des images idylliques de la nature pour obtenir l'acceptation publique d'un rallongement de la durée de vie des vieilles centrales nucléaires, sans tenir compte des risques associés. » **Bo.F.**

1- CEO (Corporate Europe Observatory), Les amis de la terre Europe, LobbyControl, Spinwatch / Source : www.worstlobby.eu



On a besoin de chercheurs... pas de « trouveurs » !

Un trouveur, c'est celui qui pense avoir trouvé. C'est souvent dangereux un trouveur s'il veut imposer son idée aux autres : bombes pour construire la paix, lois liberticides pour développer la sécurité, etc. Bien sûr, parmi eux, il y a des génies essentiels à l'humanité, les Pasteur, les Curies, les Newton, ... Mais ceux-là sont avant tout des chercheurs, c'est-à-dire des individus passionnés par leurs travaux qui ont passé des années à lire et digérer les écrits de ceux qui les ont précédés pour tomber, souvent par hasard, sur un résultat scientifique majeur. On cite souvent Newton découvrant les lois de la gravité en regardant tomber une pomme ou Archimède dans son bain. On connaît moins l'histoire de la formule liant les détails microscopiques à l'état macroscopique de la matière¹. Boltzmann l'avait fait écrire sur sa tombe car il est mort avant qu'on la reconnaisse comme véridique. Ces grandes découvertes ne sont en fait souvent que l'aboutissement d'une vaste réflexion portée par plusieurs dizaines d'autres chercheurs ou d'équipes de recherche. Pour permettre cette émulation si positive entre individus passionnés, il faut donner à la recherche la possibilité d'être libre (ce qui ne veut pas dire indépendante des besoins de la société). Cette leçon est à l'origine de la création, dans l'immédiat après-guerre, des organismes qui ont géré la recherche française jusqu'à aujourd'hui. Le CNRS² gère des laboratoires de recherche (le plus souvent mixte avec les universités) et finance également des projets et des équipes en dehors. Les grands axes d'orientation, tout

comme le recrutement ou la gestion quotidienne sont décidés par la communauté des chercheurs par le vote, la discussion et la concertation. Évidemment, tout n'est pas toujours simple dans ce fonctionnement démocratique, mais la réussite du CNRS et son adaptabilité est enviée par beaucoup de chercheurs dans le monde. La liberté dont jouissent également les enseignants-chercheurs en université est aussi essentielle pour permettre un vrai écosystème de la recherche : beaucoup de domaines de recherche sont nés en France grâce à l'ouverture d'esprit que propose un tel système.

L'INRA³ a par exemple permis à la France d'être en bonne position sur la sphère internationale mais aussi à accéder à une agriculture et une alimentation plus sécurisée. Cet organe public a toujours su jongler entre une recherche fondamentale et des liens forts avec les entreprises privées. Aujourd'hui, cet équilibre s'est effondré et, de l'avis de beaucoup de ses chercheurs, ce laboratoire n'est plus qu'une succursale des grands groupes agro-alimentaires. Au nom de rapports industriels forts, l'INRA ne dénonce plus la pseudo-scientificité de certains produits comme par exemple le produit phare de Danone : Actimel⁴. De même, quelque soit l'opinion que l'on puisse avoir sur un sujet scientifique, il est triste de voir le peu de travaux sur la dangerosité des OGM, des ondes ou des nano-technologies menés à ce jour par rapport aux travaux sur leurs développements...

Les laboratoires d'université et du CNRS ont échappé globalement à

cette évolution, principalement grâce à leur mode de financement. Mais les deux dernières lois⁵ changent profondément cette analyse. Le financement de la recherche se fait de plus en plus par projet à court terme grâce à l'Agence nationale pour la recherche (ANR) qui a l'étrange particularité d'avoir tous ses décideurs nommés par l'État et une opacité totale du mode de décision. La liberté de recherche des enseignants chercheurs est également en grand danger avec la loi LRU où leurs temps d'activité sera régis par la présidence de leurs universités. En se basant sur ces pilotages financiers et non-démocratiques, la recherche a de grandes chances de basculer vers une mise à disposition de la recherche publique au service des grands groupes industriels... Et les déclarations d'inutilité de la recherche en sciences humaines par notre Président ne laissent rien présager de bon pour les sociologues ou les économistes qui critiquent le pouvoir. Il y a danger !

G.K.W. VanDenParaboum

1- $S = k \ln ?$ où S est l'entropie, k la constante de Boltzmann et ? la combinatoire des états d'énergie possibles.

2- CNRS : Centre nationale de la recherche scientifique.

3- INRA : Institut national de la recherche agronomique.

4- La revue 60 millions de consommateurs (avril 2003) a présenté Actimel comme un simple yaourt.

5- Loi « Pacte pour la recherche » l'an dernier, et loi « LRU » (Loi sur la Responsabilité des universités) cet été.



La discrète destruction du code du travail



Par une ordonnance du 12 mars 2007, le gouvernement Villepin a ré-écrit le code du travail, dans le silence médiatique. Il s'agissait officiellement d'une simplification technique, « à droits constants », juste pour rendre le code plus lisible. Pourtant, le nouveau texte, ratifié par le Parlement en décembre, est loin d'une simple reformulation.

Les inspecteurs du travail se plaignaient de leur manque d'effectifs ? Le nouveau code du travail vient à leur secours en allégeant leur tâche : ils seront désormais dispensés de contrôler les infractions en matière de médecine du travail, de contrat d'apprentissage, de contrat de travail temporaire, d'égalité hommes-femmes et de rémunération minimale. On se de-

mande même pourquoi conserver des inspecteurs du travail, tant le nouveau code réduit les occasions d'être un patron délinquant : moins d'obligations de déclarations diverses, notamment pour le travail temporaire ; moins d'obligations en matière de médecine du travail ; une responsabilité partagée avec les salariés pour l'hygiène et la sécurité au travail. Et pour les patrons qui tiennent à frauder, les peines de récidive sont supprimées dans de nombreux domaines, ainsi que les peines complémentaires. Bref, si vous croisez un patron en prison, c'est sûrement un faux.

D'ailleurs, existera-t-il encore un droit du travail ? Le nouveau code transfère de nombreuses dispositions du domaine législatif (celui du Parlement) vers le domaine réglementaire (celui du gouvernement), en remplaçant des articles par des décrets à venir. Les droits sont non seulement fragilisés, mais perdent leur caractère universel. Alors que le pouvoir se fait le héraut de l'égalité en matière de retraites, la réécriture du code du travail multiplie les « régimes spéciaux » de droits : les

salariés agricoles, les assistants maternels, les mineurs, les salariés du transport, les gaziers, les électriciens, les marins, les dockers et les enseignants non permanents des établissements d'enseignement supérieur privé relèvent de codes divers, autres que celui du travail. Finalement, le nouveau code est bien « à droits constants » : plus pour les uns, moins pour les autres... ça s'équilibre ! Les salariés gagnent même le droit de travailler le dimanche, grâce à une extension des motifs de dérogation.

Et la simplification, tant réclamée par le Medef ? L'ancien code avait 1891 articles, le nouveau en compte 3652. La seule simplification a été celle de la procédure de ratification : les députés ont reçu 663 pages d'ordonnances, à trancher en 3 heures. 663 pages d'articles qui n'ont pas fait l'objet d'un débat public, ni d'une concertation avec les syndicats, ni même d'un débat parlementaire. Efficace.

Folubert Sansonnet

Pour en savoir plus : Analyse détaillée de Richard Abauzit, ancien inspecteur du travail : http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages_recus/CASSE_DU_CODE_DU_TRAVAIL_L_analyse_de_Richard_Abauzit.pdf
Interview de G. Filoche : www.dailymotion.com/video/x3m5ie_gfiloche-le-code-du-travail-est-en_news

CHERCHER L'ERREUR ! — par Benj.

PRENONS UN PAYS A. Le chef d'État de ce pays organise un référendum pour modifier la Constitution. 50,7 % des électeurs rejettent la proposition. Le chef d'État reconnaît sa défaite et tire les conséquences qui s'imposent en annonçant qu'il quittera le pouvoir à la fin de son mandat en 2012.

PRENONS MAINTENANT UN PAYS B. Là encore, une constitution (qui bien que supranationale influe directement sur la législation du pays) est proposée par référendum. 55 % des électeurs la rejettent. Deux ans plus tard, le chef d'État annonce l'application d'un « mini-traité » constitutionnel similaire au précédent.

DEVINETTE : quel régime les médias occidentaux considèrent-ils comme démocratique ? Quel chef d'État ne respecte pas la volonté du peuple ?

RÉPONSE : Les médias plébiscitent la France et le chef d'État officiellement non-démocratique est Hugo Chavez, président du Venezuela.



Délit d'humanité

Le 19 novembre dernier à Paris, deux intervenantes sociales salariées de l'association France Terre d'Asile étaient interpellées chez elles au petit matin. Après perquisition de leur domicile, elles ont été menottées et transférées vers Calais, sur ordre du Parquet de Boulogne-sur-Mer. Leur délit ? « Complicité d'aide au séjour irrégulier en bande organisée », selon le parquet. Ces deux intervenantes avaient pour habitude, dans le cadre de leur mission, de se rendre chaque jour place du Colonel Fabien, dans le XIX^e arrondissement de Paris, pour y repérer les jeunes migrants mineurs ou les personnes en état d'extrême vulnérabilité, pour la plupart originaires d'Afghanistan, d'Iran ou d'Irak, afin de les mettre en urgence à l'abri, de leur donner

une information sur le droit d'asile et de les mettre en garde sur les risques du passage vers l'Angleterre. Le tout en accord avec les services de l'État.

Il leur est précisément reproché, explique France terre d'asile, d'avoir « transgressé la frontière très tenue entre engagement professionnel et personnel en transmettant leur numéro de portable privé à certains jeunes Afghans, pris en charge par notre organisation et qui semblent impliqués dans une affaire d'aide au séjour irrégulier », puis de « leur avoir remis une carte à l'entête de France terre d'asile, sans autre valeur que symbolique, attestant que ces personnes faisaient l'objet d'un suivi social dans nos services ».

Une faute qui ne valait « certainement pas un traitement réservé

d'usage aux criminels les plus endurcis ». Les deux salariées de France terre d'asile ont été libérées après 12 heures de garde à vue pour l'une, et 24 heures pour l'autre, le procureur ayant conclu à une générosité « mal placée ». Si cette forme d'intimidation n'est pas neuve, « travailler socialement avec les pauvres et les marginaux est aujourd'hui dangereux, surtout s'ils sont étrangers », s'alarme France terre d'asile, qui réclame que le cadre de l'intervention des travailleurs sociaux soit dorénavant garanti, et leurs modalités d'intervention reconnues par tous.

Robert Moineau

L'association vient de lancer une pétition contre la pénalisation du travail. Vous pouvez la signer à l'adresse suivante : <http://www.france-terre-asile.org/petition>

LE JEU DU MÊME : régimes spéciaux ou régimes spéciaux pour VIP ?

Parmi les retraités cités ci-dessous, saurez-vous reconnaître les privilégiés ?

► **433 766 euros** : c'est ce que **Claude Bébéar**, retraité de la compagnie d'assurances **AXA**, a perçu en 2006 de la part d'**AXA** (sans compter les **2,6 millions d'actions AXA** que possède en outre ce dernier).

► **800 000 euros** : c'est le montant de la pension annuelle de **Jean-Martin Folz**, ancien PDG de la société **PSA**, en retraite depuis mars 2007.

► **1,2 millions d'euros par an**, ce sera le montant de la pension d'**Henri de Castries**, cadre dirigeant d'**AXA**, lorsqu'il prendra sa retraite. Actuellement vice-président du directoire, sa rémunération a atteint, en 2006, **3,8 millions d'euros**.

► **3,4 millions d'euros** : c'est ce que touche, par an, **Lindsay Owen-Jones**, PDG de chez **l'Oréal**, qui continue par ailleurs à présider le conseil d'administration de **l'Oréal**, ce qui lui a permis de gagner, en plus, entre **2 et 3,5 millions d'euros** en 2007.

► **12,8 millions d'euros** : c'est le montant de l'indemnité de départ d'**Antoine Zacharias**, qui a quitté la société **Vinci** en 2006. Le régime dont il bénéficie, à 68 ans, lui verse par ailleurs annuellement une rente de **2 millions d'euros**.

► **1492 euros par mois** : c'est le montant de la pension directe moyenne mensuelle, pour une carrière complète, des agents de la **SNCF**. **60 % des retraités cheminots** perçoivent en outre moins de **1389 euros net mensuels**.

Alain-Gérard Slameur

source : la Gazette Seynoise
<http://www.gazette.shweb.fr/>



Les manifestants étaient au moins 1

Mardi, il y avait la grande manifestation à Paris et mon état de santé et l'âge m'empêchaient d'y aller. Alors j'ai décidé de faire ma manif individuelle aux Ulis 2. J'ai donc collé sur ma veste six ou sept affichettes et en route, avec ma béquille et mon allure de «tortue»...

Je suis entrée dans la galerie marchande, c'était le calme plat. Sur l'une des affichettes, j'invitais les gens à venir me parler si ils le souhaitaient. Seule une dame est venue me voir pour me faire part de sa sympathie. Je suis montée à la cafétéria et j'ai fait toutes les allées entre les tables. Là, c'était plus intéressant et plus chaleureux. A la sortie, un employé de la sécurité m'attendait :

— **Nous avons eu des plaintes de clients qui mangeaient et que votre passage a indisposés.**

— **Alors là, vous ne pouviez pas me faire plus plaisir qu'en me disant cela !**

— **Suivez-moi.**

— **Où m'emmenez-vous ?**

— **Vous sortez du magasin, c'est un lieu privé.**

— **Rien à faire, Monsieur. En**

France, la loi garantit la liberté d'expression et vous n'avez pas à décider de la tenue vestimentaire de vos clients. Et je veux acheter du jus d'orange.

— **Alors vous sortez et vous rentrez, mais pas avec votre veste telle qu'elle est.**

— **Vous n'allez tout de même pas me demander de retourner ma veste ; ce n'est pas mon style.**

— **Vous sortez et vous enlevez les papiers accrochés sur vous.**

— **Non, je connais mes droits et vous ne pouvez pas me refuser la vente de mon jus d'orange.**

[Après un coup de fil à la hiérarchie]...

— **D'accord, mais je vais vous conduire au rayon et ensuite vous partirez.**

Bien sûr, le rayon des jus de fruits était à l'autre extrémité du magasin, et me voici partie, clopin-clopant, le plus lentement possible, avec l'employé de la sécurité à quelques mètres devant moi. Cela me rendait encore plus visible et j'ai donc continué tranquillement ma petite manif personnelle en traversant Carrefour. Un monsieur est venu me parler pendant un bon bout de chemin. Il pensait que les réformes étaient inéluctables, indispensables et bénéfiques pour l'avenir. Nous avons discuté, je crois que j'ai bien ébranlé ses certitudes et personne n'a osé nous interrompre. A la caisse, les clients se sont intéressés à mes écritures et ont gentiment discuté avec moi, en me remerciant même de mon action. La caissière m'a dit : « Ne passez pas trop vite. Je veux lire. » En sortant, j'étais contente d'avoir quand même pu participer à cette journée d'action sociale. Je crois que j'ai été un peu utile et, en plus, je me suis vraiment bien amusée. C'est pour cela que j'avais envie de vous le raconter.

Dan ièle (une vieille dame)

Source : <http://r-sistons.over-blog.com/10-index.html>

TOUS LES CHEMINS...





Est-ce un progrès que d'avoir moins de paysans ?

La Pologne entre dans l'Europe avec une population à 80 % rurale. Penchons-nous sur ce passé pas si ancien où l'alimentation dépendait des jardins et des marchés qui entouraient les villes. Cette agriculture paysanne a une couleur moyenâgeuse, surtout quand on sait que 80 % des gens qui meurent de faim dans le monde sont paysans et que le métier d'agriculteur est difficile et souvent dangereux. Pourtant les légumes et la viande de nos supermarchés proviennent toujours de la terre et des champs quelque part sur la planète Terre, si, si, je vous l'assure. Notre alimentation nous fait peur, pesticide, OGM, provenance lointaine... D'un autre côté, les emballages plastiques de nos supermarchés amalgament viande, légume ou fromage comme des produits différenciés par leurs prix. Et pourtant produire de la viande ou des céréales n'a pas le même coût pour la nature¹. Exiger des fruits d'été en hiver ou de la viande tous les jours paraît absurde aux yeux d'un maraîcher. Connaissez-vous vos maraîchers ? Ces paysans qui entourent les villes pour produire les légumes frais sur vos marchés. Toulouse, ville pourtant ensoleillée, a vu disparaître 35 % de ses terres maraîchères en 18 ans, étouffées par la production intensive d'Espagne ou du Maroc. Les productions que l'on ne peut pas mécaniser comme les fruits ou les légumes, ont pu être sauvegardées à grand renfort de subvention, de chimie et de recours massifs à la main d'oeuvre étrangère saisonnière. Le reste de l'agriculture française classique est mécanisée à l'excès : une calorie alimentaire demande aujourd'hui de 7 à 12 calories de pétrole.

Que ferons-nous demain sans pétrole et sans paysans ?

Une solution est peut-être de renouer avec cette agriculture maraîchère. Pour la maintenir ou la faire revivre, les associations AMAP² regroupent des paysans et des « mangeurs » qui construisent ensemble des alternatives à la fois à la production agricole massive mais aussi aux supermarchés. Le paysan en AMAP s'engage à produire de bons produits en respectant la nature. Le mangeur s'engage à participer à l'AMAP même si les récoltes sont parfois moins bonnes les années ou les mois difficiles. Bien entendu, les AMAP ne produisent pas d'haricots en plein hiver et poussent leurs adhérents à renouer avec les légumes comme base d'alimentation. Ces associations permettent aux habitants des villes d'avoir de bons produits en toute confiance, mais elles servent bien plus à interpeller les gens en plaçant le consommateur face à ses responsabilités envers la nature et le monde paysan. En contournant l'univers froid de la grande distribution, ces initiatives proposent aussi de nouveaux débouchés pour l'emploi et des moyens simples de production écologique. Ces AMAP sonnent à vos yeux comme l'utopie de doux écolos ? Sachez que les AMAP croulent en ce moment sous les demandes d'adhésion, que les AMAP québécoises (les fermiers de famille) existent depuis toujours, que les villes des Etats-Unis soutiennent leurs paysans par tradition et que le Japon s'est tourné vers ce mode de production (Teiki) depuis les années 60

après de graves problèmes d'intoxication alimentaire dus à l'agriculture « industrielle ».

G.K.W. VanDenParaboum

1- Avec un hectare de bonne terre, on peut obtenir soit 3500 kg de farine, soit 5 tonnes de lait, soit... 480 kg de viande bovine.

2- <http://alliancepec.free.fr/>

Le droit universel à l'alimentation de qualité

Bien se nourrir, avoir accès à une nourriture saine et abondante, c'est un droit universel reconnu par la déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.

C'est à la fois un droit individuel appelé « sécurité alimentaire » qui stipule depuis 1996 que tout individu a le droit de produire et acheter des aliments.

Depuis 2001, un droit collectif, dit de « souveraineté alimentaire », autorise les peuples à garantir leur sécurité alimentaire indépendamment des autres peuples. Ces droits reconnaissent le droit à l'alimentation comme un véritable droit à la vie.

La souveraineté alimentaire n'est pas un enfermement égoïste, mais plutôt un appel à préserver une production agricole locale face aux dérives de standardisations et du commerce, et à plus de coopération que de concurrence en production agricole. ■



La récupération écologique en marche



Je viens de découvrir un nouveau journal gratuit. Aux côtés de *Métro* et autres *20 minutes*, nous pouvons maintenant découvrir avec joie et émerveillement *Néo Planète*, au sous-titre prometteur : « Le développement durable, un nouvel art de vivre » !

En couverture, une photo type *Télé 7 jours* représentant l'acteur Lambert Wilson, sur laquelle nous pouvons lire : « Lambert Wilson le militant », mais aussi « Les nouveaux deux roue électriques », et enfin « Jean Louis Borloo pour un Grenelle permanent ». Un menu qui fait envie.... D'autant qu'il est précisé sur le côté droit que ce journal de la révolution verte est en « papier recyclable ».

C'est en effet Jean-Louis Borloo que l'on retrouve page quatre pour une chaude interview avec la rédactrice en chef Yolaine de la Bigne. Il nous y expose sa vision de l'année 2008 après « l'émulation » soulignée par Yolaine : « nous voulons de vraies ruptures et des changements rapides et visibles ». À la suite de quoi on sent l'attaque en règle de la brillante et incisive journaliste : « le Grenelle de l'environnement est une nouveauté démocratique extraordinaire. Peut-il se pérenniser ? ». La tension monte et Jean-Louis Borloo réclame un « Grenelle permanent ». Je vous épargne l'aspect technique du débat enflammé sur les « prix écologiques ». Laissons à notre héraut de la démocratie et de l'écologie politique le privilège de conclure : « La France est un peu le laboratoire mondial du développement durable. (...) L'idée n'est pas d'être seuls au monde mais d'être les premiers. ». Bien envoyé !

Ne nous attardons pas sur la dizaine de pages publicitaires (HSBC, La poste, GDF, Yves Rocher, Tetra Pak...) toutes évidemment tournées vers... le vert. « HSBC s'engage en menant une politique de financement respectueuse de l'environnement », « Une énergie nouvelle entre nous ».... Mais plus subtiles que de vulgaires publicités, une dizaine de pages conso, où nous sont présentés des produits éthiques et propres. Cinq marques de cosmétique bio sont ainsi vantées : « contour des yeux au marron d'Inde et bourgeons de hêtre pour éviter les cernes (49 euros) ». La rubrique mode indispensable : « une nouvelle marque de chaussures éthiques en pneu recyclé (...) 225 euros ! » Page 28, un splendide vélo d'appartement dont le compteur ne fonctionne que « par votre pédalage » ! Quant aux deux roues, l'avenir est devant nous avec cette gamme de scooters électriques ou hybrides. La révolution est en marche...

Je passe le magnifique article où sont exposés les progrès faits par les patrons en matière de développement durable, avec un encadré citant, entre autres, les plus belles intensions du monde de la part de Bertrand Collomb (président d'honneur de Lafarge), Louis Gallois (président exécutif d'EADS), Gérard Mestrallet (PDG de Suez)...

Au reste du programme : le portrait tant attendu de Lambert Wilson (militant chez Greenpeace), l'engagement des industriels de l'informatique qui « se verdissent » (merci Microsoft !), des recettes de cuisine à base de poissons « de saison et élevés durablement », mais surtout un reportage à couper le souffle en Namibie, « pays des sables éternels », qui après avoir vanté les mérites d'initiatives locales sauvant l'« écosystème unique mis en péril par le tourisme », se termine par une page « carnet de voyage » où l'on peut trouver les contacts d'un « tour-opérateur » proposant « plusieurs séjours découverte de la Namibie en hôtel de charme ou hôtel de luxe ». Vive le tourisme équitable et solidaire!

De quoi faire taire tous ces pessimistes qui pensent que le système est dans une impasse...

Christophe Payet



Sondons les sondages !

« Je crois que vraiment les hommes politiques, de gauche comme de droite, on aura une réflexion sur ce sujet (les sondages). Ça ne peut pas continuer comme cela. On ne peut pas confisquer ainsi ni la campagne, ni le résultat, dans un pays où le suffrage universel est libre. » Nicolas Sarkozy, France 2, le 23 avril 1995, au soir de la défaite de Balladur.

Tous les jours, à la télé, à la radio, dans les journaux, on en appelle aux sondages, qui apparaissent comme les acteurs centraux de notre vie politique ! Leur nombre est en croissance constante : 111 sondages pendant la campagne présidentielle de 1981, 300 en 2007.

Des sondages tout puissants !

Parce qu'il formule les questions, parce qu'il définit les réponses possibles à ces questions, parce qu'il oblige les gens à répondre à des questions qu'ils ne se posent pas nécessairement, le sondage choisit autant qu'il sonde.

« Un sondeur qui dit que les sondages n'ont aucun effet est un menteur. Sarkozy et Royal ont été désignés par leur camp grâce aux sondages », se vante le directeur du département opinion de l'institut OpinionWay. Les sondages contribuent à définir l'agenda politique : par les questions qu'ils posent, ils décident de ce qui est important ou non dans le débat démocratique. Bien souvent formés dans les mêmes écoles que l'élite politique et journalistique, les responsables des instituts de sondages partagent la même vision du monde.

À travers les sondages, ce ne sont pas les Français qui s'expriment, mais les sondeurs, les médias, les hommes politiques.

Scientifiques, les sondages ?

La science, est-ce mesurer chaque semaine le taux de satisfaction à l'égard de tel ministre ou tel yaourt ? Les sondeurs prétendent à la scientificité mais leurs instituts sont des entreprises commerciales préoccupées de rentabilité et non de vérité. Que dire de leurs méthodes ? Pour des raisons de coûts, les échantillons de personnes sondées se réduisent et sont donc

moins fiables. Le nombre de personnes refusant de répondre aux questionnaires, en augmentation, met également en doute la représentativité des panels. Parlons de leur techniques de redressement des opinions déclarées : de véritables recettes d'apothicaires...qui consistent au final à se fier au bon flair politique du sondeur. La scientificité des sondages est une imposture ! Ces entreprises s'imposent comme porte-parole de la population. Au nom de quelle légitimité ? Ne laissons pas aux sondages et à leurs interprètes le pouvoir de parler en notre nom à tous, sans aucun contrôle démocratique !

Le souci du chiffre (d'affaires)

Les « instituts de sondages » sont désormais des entreprises hautement rentables, et stratégiques. Lorsqu'elles ne délocalisent pas leur centre d'appels dans les pays où la main d'œuvre est moins chère (Maroc,...), elles soumettent leurs salariés à des rythmes de travail soutenus, dans des conditions précaires (rémunération au questionnaire par exemple). Comment produire des enquêtes sérieuses dans ces circonstances ?

Au gré des fusions et rachats, elles appartiennent désormais à de grands groupes économiques de communication (Bolloré, Havas,...) brassant des milliards de chiffre d'affaires (Ipsos est côté 1 milliard d'euros à la Bourse de Paris).

À travers les sondages, grands entrepreneurs, médias, hommes politiques, étalent leurs conflits d'intérêts. Vincent Bolloré, riche entrepreneur et propriétaire de l'institut CSA, invite Nicolas Sarkozy sur son yacht...

Le lendemain, le sondage CSA estime que 65 % des Français ne sont pas choqués par ce cadeau...Ce petit monde fonctionne en vase clos, dans la confusion des pouvoirs. Laurence Parisot, présidente du Medef avec pour charge de défendre les intérêts du patronat est Présidente de l'IFOP !

Place au débat !

Réducteur, biaisé, omniprésent, le sondage n'informe pas, il paralyse. Et fait passer le comportement moutonnier comme le summum de l'intelligence démocratique : ne votons pas pour le candidat qui nous est proche, mais pour celui qui va gagner... Le sondage donne à voir un débat démocratique appauvri à l'extrême, mettant en scène des agglomérats artificiels d'opinions individuelles forcément diverses.

Devant ce constat, nous sommes quelques uns à penser que le sondage doit quitter son statut d'instrument idéal d'information, pour laisser une place plus grande au débat politique, aux nuances et aux idées. Vous aussi, cette appropriation des idées, de l'opinion populaire vous horripile ? Joignez-vous à nous, et joignons le geste à la parole, dans de futures actions symboliques et pétaradantes pour dénoncer la sondomanie médiatique !

Le collectif

« Sondons les sondages »

Source :

<http://sondonslessondages.exprimetoi.net/notre-manifeste-f7/le-manifeste-sondons-les-sondages-t17.htm>



LE PI AF - N°20 - JANVIER 2008

calendrier 2008

Quatre principaux sujets de négociation au menu de l'agenda du gouvernement pour 2008 :

- ▶ la formation professionnelle ;
- ▶ l'assurance-chômage ;
- ▶ le marché du travail et la remise en cause de la durée légale du travail (avec la possibilité de fixer la durée du travail au niveau de chaque entreprise) ;
- ▶ la ratification parlementaire du traité de Lisbonne.

Quelques dates à retenir :

- ▶ Samedi 26 janvier : Forum social mondial décentralisé
- ▶ Mars : Élection des conseillers généraux, élections municipales.
- ▶ Mars : Élection présidentielle russe.
- ▶ Juillet : présidence française de l'Europe.
- ▶ Du 7 au 9 juillet : Sommet du G8 qui aura lieu au lac Toya, sur l'île d'Hokkaido, au Japon.
- ▶ Du 18 et 21 septembre : le Forum social européen à Malmö, en Suède.
- ▶ Septembre 2008 : Élections sénatoriales en France.
- ▶ Novembre : Élection présidentielle américaine.

Bo.F.



[AGENDA]

QUELLE ÉCOLOGIE APRÈS LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT ?

Mercredi 16 janvier - 20h - Brasserie du Parc - 56, rue d'Aubervilliers - Paris 19^e.
www.alternativelibertaire.org

« MASSACRE DU CODE DU TRAVAIL DANS LE SILENCE GÉNÉRAL » Débat animé par Gérard Filoche, Inspecteur du travail.

Samedi 19 janvier - de 10h30 à 13h - Club de l'Espace St-Michel - 7, place St Michel - Paris 5^e.
www.france.attac.org

FORUM SOCIAL À AIX Dans le cadre du Forum social mondial décentralisé 2008.

Du samedi 19 au samedi 26 janvier - Aix en Provence (13).
www.wsf2008.net

LA FABRIQUE DE L'OPINION Conférence-débat avec Acrimed.

Mercredi 23 janvier - 20h30 - Salle SRV - 24 av. Paul Raoult - Les Mureaux (78).
www.acrimed.org

ALTERMONDIALISME L'association Mémoire des luttes et la revue Utopie critique organisent un colloque international sur le bilan et les limites du mouvement altermondialiste.

Samedi 26 janvier - de 9h30 à 18h30 - Salle des fêtes de la Mairie du XI^e arrondissement - place Léon Blum - Paris 11^e.
www.memoiredesluttes.org

FORUM SOCIAL DU PAYS NANTAIS Organisé à Nantes par le Collectif 44 – Le Monde n'est pas une marchandise.

Samedi 26 janvier - Nantes (44).
www.france.attac.org

PREMIER FESTIVAL DU FILM ALTERMONDIALISTE D'IVRY

Du 25 janvier au 1^{er} février, Ivry (94).
www.wsf2008.net

FESTIVAL DU FILM MILITANT : BOBINES SOCIALES

Les 1, 2 et 3 février - Studio de l'Ermitage - et du 28 au 31 janvier dans différents lieux parisiens engagés.
www.paveetmanivelle.org/

TOUS À VERSAILLES LE 4 FEVRIER 2008 Le parlement sera réuni en congrès à Versailles afin de modifier la constitution pour pouvoir ratifier le Traité de Lisbonne.

Le lundi 4 février, Versailles (78)
www.tousaversaillesle4fevrier2008.fr

POUR LES PARISIENS :

- ★ l'agenda mensuel des résistances et des alternatives est sur <http://tetohubohu.free.fr/>
- ★ un nouvel agenda militant sur <http://demosphere.eu>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PI AF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PI AF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

EMAIL